

À l'heure des choix difficiles, investissons dans nos enfants !

Mesdames, Messieurs,

Depuis le printemps, la remise en question du modèle québécois est de toutes les discussions et aucun programme n'est épargné. Certains secteurs retiennent cependant plus l'attention comme c'est le cas de la politique familiale. Peu de semaines se passent sans qu'une rumeur ne soit lancée sur le fond ou la forme de ce fleuron québécois, ce qui me fait craindre le pire quant aux intentions réelles du gouvernement. Ainsi, il me semble important aujourd'hui de vous réitérer certains faits et mon attachement à cette politique.

Un puissant levier économique

Lancée en 1996 dans le cadre d'un sommet voué à l'atteinte de l'équilibre budgétaire, la politique familiale se voulait entre autres une réponse au déclin démographique du Québec. Ayant le pire taux de natalité au Canada, il était essentiel de renverser la vapeur pour assurer la santé future des finances publiques. N'est-il pas ironique de voir le gouvernement maintenant brandir ce même équilibre budgétaire pour la remettre en cause, malgré un effet réel sur la natalité et son incidence sur d'importants changements sociaux et économiques ?

En permettant aux familles d'avoir la possibilité de confier leurs enfants à des personnes compétentes, dans un endroit sécuritaire, et ce, à un coût abordable, plusieurs ont pu faire le choix d'un deuxième salaire sans renoncer à leur désir d'être parent. Et il y a eu un véritable « baby-boom ». Entre 2004 et 2012, le nombre de naissances sur une base annuelle est passé de 74 000 à près de 88 500 et la tendance se maintient. C'est 70 000 Québécoises qui sont ainsi pu accéder à un emploi¹. En 2008, le taux d'activité des mères québécoises de jeunes enfants (76,1%) surpassait celui des Ontariennes (72,8%) et des Canadiennes (72,6%)², un rattrapage important.

L'activité économique de ces femmes a ainsi permis de faire entrer dans les coffres de l'État pas moins de 5,1 milliards de dollars ! Alors que le gouvernement veut évaluer tous les programmes à l'aune de leur rentabilité, savoir que pour chaque dollar investi dans le système des services de garde, il en revient 1,50\$ à l'État ne devrait certainement pas être occulté. C'est un investissement rentable pour les finances du Québec. Quant au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), si le premier ministre se permet de dire que ce régime est « très généreux », pour ne pas dire « trop généreux », plusieurs ont déjà soulevé que celui-ci s'autofinance par les cotisations des salariés et des employeurs et non par le gouvernement.

La plus value de la politique familiale

Ce ne sont là que des exemples économiques des bienfaits de la politique familiale, mais plus important encore sont ses impacts sociaux. Je suis fier du pas de géant franchi dans l'atteinte de l'égalité homme-femme. Cela a déjà dit, l'accessibilité aux garderies à 7\$ a permis aux femmes de concilier concrètement leur désir d'avoir des enfants avec la poursuite d'une carrière. À voir la popularité du programme, grande était la demande pour un tel service public et ce n'est certainement pas sans raison que les partis politiques fédéraux souhaitent implanter au Canada un programme calqué sur celui du Québec. Il en est de même pour le congé parental qui a donné lieu à une nouvelle réalité où ce n'est plus seulement les femmes qui ont un enfant, mais les hommes aussi, puisqu'ils ont la possibilité et sont incités à rester avec leurs enfants et d'en prendre soin. Un changement majeur dans les mentalités.

Tout commence en petite enfance

¹ [L'étude des économistes Pierre Fortin et Luc Godbout](#)

² http://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/publication/Documents/SF_Portrait_stat_faits_saillants_11.pdf p.7

De plus, nombreuses sont les études qui établissent l'importance et l'incidence de la petite enfance sur la formation des adultes de demain et que les Québécois puissent accéder à ce type de services est une chance sans égale pour les enfants et leur famille. Je suis fier d'avoir des services de garde de qualité - et ce, peu importe son milieu culturel, social ou économique - qui permettent aux enfants de se développer de façon optimale à l'aide d'un programme éducatif solide basé sur le jeu; de les préparer adéquatement pour l'école et ainsi poser les fondements de leur réussite scolaire; d'identifier rapidement ceux qui nécessitent une attention plus soutenue afin de pallier à leurs difficultés; de permettre aux nouveaux arrivants de s'intégrer dans leur nouveau milieu de vie plus facilement; de réduire les inégalités sociales en donnant à tous les enfants une chance égale de bien commencer dans la vie. J'en suis fier et je souhaite la conserver.

Tout comme lorsque le Parti libéral a jadis contribué à l'égalité des chances en instaurant l'accessibilité aux études allant jusqu'à les rendre gratuites et obligatoires jusqu'à l'âge de 16 ans, je crois encore, 20 ans plus tard, que les enfants de 0 à 5 ans ont aussi droit à une égalité des chances. N'oublions pas que pour un enfant provenant d'un milieu défavorisé, l'accessibilité à ces services aura un impact encore plus déterminant sur le parcours de sa vie.

Je ne dis pas que le programme des garderies à 7\$ ou le RQAP n'ont besoin d'aucune amélioration - il y a toujours place à l'amélioration – mais il m'apparaît aujourd'hui essentiel de rappeler que leurs valeurs fondamentales : accessibilité, universalité, qualité ne doivent pas être remises en question au nom d'une analyse comptable de courte vue. Si son exercice de révision est sérieux, le gouvernement doit tenir compte de tous les faits, de tous les gains financiers ou sociaux.

Parlons d'avenir

Aujourd'hui, je vous lance un appel : si le gouvernement justifie son exercice de révision d'afin d'assurer l'avenir des finances publiques du Québec, il ne peut démanteler le réseau des services de garde. Il y a de cela 20 ans, le Québec a choisi ses enfants, en se dotant d'un programme novateur qui a eu et a encore un impact direct sur l'avenir de milliers d'entre eux. À l'heure des choix difficiles, je refais ce choix d'investir dans les enfants du Québec et leur avenir, parce que je suis toujours fou de ceux-ci !

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ma demande, je vous pris d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments les plus distingués.